



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Cycles de l'eau - Substitution de la Régie des Eaux à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution des contrats accessoires à la délégation de service public visant l'exploitation de la station d'épuration MAERA - Approbation**

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 24 juillet 1989 le Conseil du District d'Agglomération de Montpellier a confié à la Compagnie générale des eaux, devenue Véolia Eau CGE, l'exploitation de la station d'épuration de la Céreirède, devenue Maera, par traité d'affermage en vigueur du 1er août 1989 au 31 décembre 2014.

La délibération n°11708 en date du 25 juillet 2013 du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé la relance d'une délégation de service public pour le traitement des eaux usées de la station d'épuration du Maera.

Par délibération n°12567 en date du 30 octobre 2014 le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a attribué à Véolia Eau CGE une délégation de service public pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration du Maera du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2021.

Cette délégation de service public a été prolongée par avenant, portant l'échéance du contrat au 31 décembre 2022.

Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération n°M2021-102 en date du 29 mars 2021, a approuvé la gestion en régie des services publics de l'assainissement et non collectif.

Par délibération n°M2021-612 en date du 14 décembre 2021, le Conseil de Métropole a étendu le périmètre de compétences de la Régie des Eaux, régie dotée d'une personnalité morale distincte de celle de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'autonomie financière, créée par délibération n°12901 du 28 avril 2015, en lui confiant notamment, en sus des missions prévues lors de sa création, l'exploitation des services publics de l'assainissement collectif et non collectif, sur tout le territoire de la Métropole. Les statuts de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ont également été modifiés par cette délibération du 14 décembre 2021.

Un marché global de performance relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera dans une démarche de développement durable a été conclu le 9 septembre 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et le groupement d'entreprises représenté par OTV Sud en qualité de mandataire.

La mise au point n°1749560 notifiée en date du 9 septembre 2022 a déterminé que la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution dudit marché global de performance, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, dans les conditions des articles L. 3131-1 à L. 3137-5 du Code de la commande publique.

La reprise en régie des services publics de l'assainissement collectif et non collectif au 1<sup>er</sup> janvier 2023 a eu pour conséquence la substitution de plein droit de Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'autorité délégante, dans les droits et obligations de Véolia Eau CGE, délégataire, à l'échéance de la délégation de service public le 31 décembre 2022.

Cette substitution de plein droit implique que les contrats accessoires à la délégation de service public conclus par Véolia Eau CGE, notamment la convention d'exploitation du site de production basé sur la station d'épuration Maera et raccordé au réseau public de distribution d'électricité ainsi que les contrats d'achat de l'énergie électrique produite à partir de ce site, ont été, au terme de la concession, transférés à Montpellier Méditerranée Métropole.

Exploitant les services publics de l'assainissement collectif et non collectif, sur tout le territoire de la Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution du marché global de performance relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera conclu le 9 septembre 2022 avec le groupement d'entreprises représenté par OTV Sud ainsi que pour l'ensemble des contrats accessoires à la délégation de service public conclus par Véolia Eau CGE, en particulier la convention d'exploitation du site de production basé sur la

station d'épuration Maera et raccordé au réseau public de distribution d'électricité ainsi que les contrats d'achat de l'énergie électrique produite à partir de ce site.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'acter que la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exécution de tous les contrats accessoires à la délégation de service public pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration du Maera conclus par Véolia Eau CGE, en particulier la convention d'exploitation du site de production ainsi que les contrats d'achat de l'énergie électrique produite à partir de ce site ;
- D'autoriser en conséquence la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, substituée à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exploitation des services publics de l'assainissement collectif et non collectif sur tout le territoire de la Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, à prendre toutes dispositions et signer tous actes, conventions, avenants et documents de toute nature rendus nécessaires pour l'exercice de cette compétence ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236171-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.